

La police éthiopienne accuse Asmara d'avoir encouragé les heurts meurtriers

ADDIS ABEBA - La police fédérale éthiopienne a accusé lundi l'Erythrée d'avoir encouragé les violences de ces dernières semaines en Ethiopie, selon un rapport présenté lundi devant le Parlement, qui indique également que trois personnes sont mortes en détention dans un camp à l'ouest d'Addis Abeba.

"Le gouvernement érythréen était occupé à déployer le Front de libération Oromo (rébellion armée séparatiste du sud de l'Ethiopie, OLF) et à aider l'OLF à avoir recours à la violence, notamment à Ambo et dans d'autres villes", a accusé le chef de la police fédérale Workneh Gebeyhu, dans un rapport sur les heurts entre policiers et sympathisants de l'opposition qui ont débuté il y a deux semaines, essentiellement à Addis Abeba.

Ces heurts ont fait au moins 48 morts, essentiellement à Addis Abeba.

M. Workneh a présenté ce rapport lundi devant le Parlement lors d'une session extraordinaire.

Des affrontements entre la police et des étudiants ont fait au moins deux morts mercredi dernier à Ambo, une ville à 150 km au sud-ouest d'Addis Abeba située en région Oromo.

"Parmi les personnes arrêtées, trois personnes sont mortes de mort naturelle à Dedesa", un camp de prisonnier situé à 300 km à l'ouest d'Addis Abeba.

C'est la première fois depuis le début des heurts que la police éthiopienne fait état de personnes mortes en détention.

Comme l'a fait le gouvernement récemment, M. Workneh a attribué la responsabilité des violences au principal parti d'opposition éthiopien, le parti de la Coalition pour l'unité et la démocratie (CUDP).

"Trente-cinq personnes ont perdu la vie à cause des violences du CUDP et sept policiers ont été tués", a poursuivi le chef de la police.

Il a assuré que la police avait "tenté de contrôler la situation avec le moins de pertes possibles".

"Cette violence anticonstitutionnelle était organisée et menée par les anciens soldats du Derg", le régime en place jusqu'en 1991, a également accusé M. Workneh.

"La violence a été pleinement soutenue par (les journalistes de) la Voix de l'Amérique et Deutsche Welle qui ont aidé (l'opposition) à fomenter les violences", a-t-il encore affirmé.

Au moins huit journalistes et responsables d'édition éthiopiens ont été arrêtés depuis mercredi pour "leur implication dans les violences" et de nombreux journaux amharophones (la langue officielle) ne sont plus publiés depuis les heurts.

Les affrontements en Ethiopie ont débuté le 1er novembre après un appel du CUDP à de nouvelles actions de protestation contre les résultats des élections législatives du 15 mai, qui ont donné la victoire au pouvoir sortant.